

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1927

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1927.

(Voir le n° 5-V du Sénat.)

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président ; BARNICH, le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, DE BROUCKERE, DENS, le duc d'URSEL, FERON, FRANÇOIS, LEYNIERS, le vicomte Adrien VILAIN XIII, VOLCKAERT et DIGNEFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La Belgique, aujourd'hui affranchie des lisières de sa neutralité d'avant-guerre, doit désormais orienter en Puissance souveraine, sa politique extérieure. Elle doit trouver dans les relations qu'elle entretient avec les autres États, les garanties d'indépendance et de sécurité auxquelles la Nation aspire, que son passé lui mérite, mais que sa situation géographique, la configuration de son territoire, sa prospérité économique même, rendent difficiles à obtenir et dès lors d'autant plus importantes à sauvegarder, l'histoire des derniers siècles le prouve.

Son Parlement a donc pour devoir, d'être attentif à l'action des dirigeants des grands États, en constante compétition sur l'échiquier de la politique européenne. Il lui incombe d'avoir l'œil toujours ouvert aux répercussions possibles sur notre propre situation, des combinaisons de leur diplomatie. Il importe qu'on s'applique à atténuer les effets trop souvent redoutables pour nous, des rivalités, des appétits sans cesse en éveil, pour l'hégémonie du monde.

Sous l'empire de cette préoccupation, votre Commission des Affaires Étrangères, saisie du projet de budget du Département pour 1927, a consacré plusieurs séances à l'étude des divers problèmes dont continuent à s'occuper, depuis l'après-guerre, et à la solution desquels s'appliquent particulièrement en ce moment, les divers Gouvernements Étrangers.

Nous retenons de cet examen, les questions dont l'actualité doit particulièrement éveiller l'attention du Sénat.

NOS RAPPORTS AVEC L'ALLEMAGNE.

Un exposé que vint faire devant nous le Ministre des Affaires Étrangères, nous mit au fait des péripéties et de l'état actuel des pourparlers, intervenus au cours de ces derniers mois, et, tout récemment, à Genève.

L'échange de vues auquel donna lieu, au sein de votre Commission, la communication de l'honorable M. Vandervelde, ne fournit pas matière à des conclusions susceptibles d'être formulées en termes suffisamment précis, pour qu'une majorité estimât devoir soumettre celles-ci à la sanction d'un vote.

Le rapporteur a reçu mission de rendre compte au Sénat des considérations émises de part et d'autre au cours de nos séances.

Il pense pouvoir en rédiger en toute objectivité, comme suit, le résumé :

Plusieurs membres de la Commission exprimèrent l'étonnement et les regrets que leur causent, les concessions faites successivement à l'Allemagne, par notre Ministre des Affaires Étrangères, d'accord d'ailleurs en cela avec ses collègues de France et de Grande-Bretagne, avant et depuis l'entrée du Reich dans la Société des Nations.

Ces membres considèrent comme une concession particulièrement regrettable, l'abandon du contrôle que le Traité de Versailles avait institué sur le désarmement de l'Allemagne, et auquel il vient d'être décidé de substituer, à partir du 31 janvier dernier, des investigations, à organiser par la Société des Nations. Ces investigations, étant donné les conditions dans lesquelles elles devront être ordonnées et pourront être exécutées, risquent, en effet, d'être encore beaucoup moins opérantes que les enquêtes permanentes effectuées jusqu'à présent par des officiers des armées alliées, détachés à la Commission de contrôle, et séjournant à cette fin en Allemagne.

Ils déplorent que cet abandon ait été consenti, à un moment où, ni la Conférence des Ambassadeurs, ni le Comité des Experts militaires présidé par le Maréchal Foch, ne paraissent avoir obtenu des délégués allemands les satisfactions jugées indispensables, notamment en ce qui concerne la dissolution des associations dites sportives, la suppression du grand état-major, les fortifications établies à la frontière polonaise, ou l'exportation de produits allemands destinés à la guerre.

Ils remarquent que ces concessions furent négociées au moment même où étaient officiellement constatés des manquements formels du Gouvernement de Berlin aux engagements souscrits na-

guère par ses représentants dûment mandatés à cet effet.

Ils constatent enfin que c'est précisément à l'heure où éclate à tous les yeux la duplicité de certains dirigeants du Reich, que les délégués des Puissances alliées acceptent de prendre en considération les assurances de bonne foi, apportées au nom du Gouvernement de Berlin, par des personnalités dont les antécédents connus ne sont pas de ceux qui permettent de tabler sur la sincérité de leurs déclarations actuelles.

Tous ces faits rapprochés des commentaires publiés à l'occasion des entretiens plus récents de Genève et de Thoiry, font craindre à ces collègues que la Belgique, menant depuis Locarno une politique analogue à celle de ses grands alliés, ne soit bientôt acculée à la nécessité de faire de nouvelles concessions, qui ne tendraient à rien moins cette fois qu'à laisser évacuer prochainement la Rhénanie.

Alors que ce territoire doit, aux termes du Traité de Versailles, rester aux mains des troupes alliées pendant plusieurs années encore, et demeurer pour toujours interdit aux armées allemandes, on ne peut qu'appréhender l'instauration d'un régime, dans lequel l'état-major allemand, qu'on sait dès maintenant reconstitué, va avoir latitude de préparer à nouveau, des bases d'attaque sur la ligne du Rhin, dernière barrière laissée à la France et à la Belgique pour la couverture de leurs territoires respectifs.

Les déclarations faites naguère par le Ministre Briand, à la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des Députés, permettent d'acter aujourd'hui, que, jusqu'ici du moins, aucune promesse, aucune concession susceptible d'aboutir à ce résultat, n'a été faite aux représentants du Reich ! Jusques à quand en sera-t-il ainsi, pensent beaucoup d'entre nous !

* * *

D'autres membres de votre Commis-

sion ont tenu un langage différent : Ce n'est pas, ont-il dit, en excluant pour toujours l'Allemagne de la communauté des Etats, que l'on pourra fonder un ordre européen durable. Une politique aussi imprévoyante appellerait sur le vieux monde des calamités, dont la Belgique souffrirait la première, et de façon particulièrement cruelle : la ruine économique d'abord, la guerre ensuite. Ces collègues estiment qu'une volonté constante de rapprochement, de coopération, est indispensable, pour restaurer la prospérité et affermir la paix.

Ils approuvent donc la « politique de Locarno » qui, inaugurée depuis si peu de temps, a donné déjà, suivant eux, d'importants résultats. Ils rappellent que parmi ceux-ci, il faut tout particulièrement noter la constitution du trust de l'acier formé, avec le concours de nos sidérurgistes.

Ces membres croient que, plus les liens d'affaires se resserreront entre nous et tous nos voisins, plus nous nous montrerons à la fois dignes et conciliants dans tous nos rapports internationaux, plus nous nous efforcerons d'aider au désarmement de toutes les haines, mieux nous réussirons à déjouer les plans de ceux qui, de l'autre côté du Rhin, rêvant encore de revanche sanglante, conspirent à la fois contre la paix et contre leur propre nation.

Ces membres déclarent ne vouloir ni fermer les yeux, ni négliger aucune précaution nécessaire, ni sous-estimer le danger subsistant. Mais ils sont profondément convaincus de ce que ce n'est pas par une politique de force, qu'on pourrait le conjurer, et moins encore en poursuivant la chimère d'un désarmement unilatéral. La paix ne sera solide, selon ces collègues, que lorsqu'elle sera fondée à la fois sur l'accord des intérêts, et sur l'accord des consciences. C'est sur ces fermes bases, concluent-ils, qu'il faut donc l'établir.

* * *

Au demeurant, les membres de la Commission furent unanimes à affirmer

leur souci de ne point céder à un optimisme facile, basé sur la décevante illusion que la paix serait désormais assurée dans le monde.

Ils affirment tous avoir le sentiment qu'il reste bien des éventualités de guerre, qu'il importe de n'en ignorer aucune, que quelques-unes de ces éventualités nous exposent au danger le plus direct, le plus grave !

Ils pensent tous qu'il n'en est pas de plus grave pour nous, que celui qui dérive de la volonté d'agression persistant incontestablement dans une portion considérable de l'opinion allemande. Les débats au Reichstag, les événements qui ont marqué la dernière crise ministérielle, montrent avec une force singulière, disent-ils, combien la situation demeure périlleuse pour la Belgique, à quelle vigilance elle oblige, non seulement ceux qui ont la responsabilité du pouvoir, mais la Nation tout entière, pour peu que celle-ci tienne à son indépendance.

NOS RAPPORTS ÉCONOMIQUES AVEC LA FRANCE.

Le *modus vivendi* commercial, conclu le 4 avril 1925 entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la France, d'autre part, est entré en vigueur à la date attendue.

Les résultats de son application ne semblent pas avoir soulevé, jusqu'ici, de plaintes sérieuses.

Cet accord est cependant loin d'avoir apporté des solutions à toutes les questions pendantes en ce domaine.

En ce temps de désarroi économique persistant, de retour général à un protectionisme intempérant, avec pour conséquence fatale l'augmentation du coût de la vie, il ne faut pas s'étonner de ce que les masses très ignorantes des choses de la science économique, et pourtant dépositaires de la toute puissance politique, ne s'aperçoivent pas immédiatement des répercussions que doivent forcément avoir sur la cherté de la vie, les droits d'entrée très élevés perçus, comme

les mesures prohibitives de tous genres, entravant l'entrée dans certains pays de la main-d'œuvre étrangère, ou la libre circulation aux frontières des matières et des produits destinés à l'alimentation de la population ou à l'intensification de l'activité industrielle.

Seule, l'expérience qui devra forcément être faite aux dépens de la masse, ramènera un jour les sphères dirigeantes de deux pays qui auraient tant d'avantages à harmoniser leur régime économique, à une conception plus saine du véritable intérêt des populations sur les destinées desquelles elles ont action.

Malheureusement, en pareille matière, la vérité est lente à se faire jour, et le progrès ne va pas sans reculs temporaires et décevants.

La négociation d'un traité de commerce entre la Belgique et la France, auquel la signature du *modus vivendi* de l'année dernière, semblait devoir servir de préface, et qui serait menée dans la préoccupation de développer toujours plus nos relations commerciales avec la France et ses colonies, n'a malheureusement pas avancé beaucoup !

La dévalorisation de nos monnaies respectives provoqua de part et d'autre des relèvements des barrières douanières, qui entravent sérieusement à l'heure actuelle les échanges entre Français et Belges.

Constatons, cependant, que cette fois ce ne fut pas de notre côté, que les résistances à une amélioration de l'état des choses se firent sentir.

Lors des négociations de l'année dernière avec Paris, le Gouvernement belge s'était engagé à donner à la France, une satisfaction réclamée et attendue par le commerce français depuis de nombreuses années, et dont l'octroi apparaît d'ailleurs à tout observateur non prévenu, comme une solution d'équité et d'intérêt bien entendu des producteurs et des consommateurs.

Le Sénat, en votant le projet relatif à la protection des appellations d'ori-

gine des vins et eaux-de-vie, a donné à nos voisins du sud une satisfaction, qui aura certainement une influence heureuse sur nos relations commerciales avec ce pays, chose dont se réjouiront certainement tous ceux qui estiment qu'une entente de plus en plus intime avec la France reste un élément important de notre rétablissement économique et un gage de sécurité pour notre avenir.

Espérons que notre Gouvernement pourra, maintenant que ce vote est acquis, mener dans une atmosphère rendue plus favorable, et, grâce à cela, faire aboutir enfin les négociations entamées depuis plusieurs années, notamment en vue de voir fixer de façon équitable le statut des Belges établis en France, dont le nombre atteint actuellement près d'un demi-million d'âmes, et qui participent si largement à l'activité productive de ce pays.

En fait, beaucoup de problèmes intéressant nos compatriotes immigrés en France attendent encore des solutions que commande l'équité.

A l'heure actuelle, beaucoup de Belges vivant, travaillant et ayant acquis des propriétés en France, depuis avant la guerre, sont lésés dans leurs intérêts légitimes par le traitement que leur appliquent certaines administrations de leur résidence actuelle, alors cependant que les Français établis chez nous, dans les mêmes conditions, bénéficient ici, et depuis longtemps, pour des situations identiques, d'un régime infiniment plus libéral.

Ainsi tout Français ayant résidé chez nous depuis avant août 1914, et admis comme tel à faire valoir ses droits aux réparations dues pour les dommages subis ensuite de la guerre, est assimilé aux sinistrés belges, et peut par conséquent obtenir, comme ces derniers, le emploi pour une reconstruction dans un rayon de 50 kilomètres du lieu du sinistre, et pour des reconstructions jugées simplement analogues aux constructions détruites.

En France, un Belge qui résidait sur le territoire français lors de l'invasion,

est aussi admis à faire valoir ses droits à l'indemnisation des dommages de guerre subis par lui en France. Seulement l'Administration française ne lui accorde le emploi que pour une reconstruction sur place, d'immeubles identiques, à ceux que ces derniers sont censés remplacer.

Cette interprétation trop stricte des textes, a occasionné à plusieurs de nos compatriotes installés en France, des pertes souvent considérables : elle a même ruiné certains d'entre eux.

Un autre cas non moins intéressant pour nos compatriotes installés en France, est celui de l'application d'une taxe de séjour aux étrangers.

De nombreux ouvriers belges vont s'embaucher en France. Le moins qu'on puisse dire de ces travailleurs salariés, c'est qu'ils ont apporté, et continuent à apporter à l'industrie et à l'agriculture française, une aide appréciable.

Leur intervention fut notamment pour la reconstruction rapide des régions dévastées du Nord de la France, un adjuvant dont les départements intéressés ont apprécié et reconnu les bienfaits.

Le Gouvernement de Paris, d'ailleurs plus libéral quand même, que d'autres grandes nations industrielles en matière d'immigration de travailleurs étrangers, vient néanmoins de frapper ces immigrés volontaires d'une taxe de séjour. L'application d'une pareille mesure à nos ouvriers, dans un pays qui semble manquer de main-d'œuvre, s'inspire évidemment d'un état d'esprit, qu'on ne peut s'empêcher de qualifier de regrettable.

Beaucoup d'autres Belges encore, des agriculteurs, des commerçants, des techniciens, des employés, des agents de tout ordre, sont installés et travaillent en France. La façon dont on les y accueille, dont on rémunère leurs services, permet de conclure à ce qu'on apprécie la collaboration apportée par eux à la production française.

Le Gouvernement français vient aussi de frapper de taxes de séjour relativement élevées, ces Belges résidant en

France, et qui, par leur travail et par leurs capitaux, contribuent puissamment au développement industriel, commercial et agricole du pays, autant qu'à la mise en valeur de ses richesses naturelles.

Notre Ambassadeur à Paris a fait au Quai d'Orsay diverses démarches, en vue d'obtenir soit que d'autres directives soient données aux administrations desquelles émanent ces règlements sujets à critique, soit que le Parlement français modifie la législation sur la matière.

Jusqu'ici, et il faut le déplorer, aucune suite n'a été donnée aux représentations du Gouvernement belge relative à cette question.

Autre sujet de réflexions, participant du même point de vue, et dont votre Commission estime devoir se faire l'écho.

L'Etat français appelle, depuis plusieurs années, les Belges aux adjudications auxquelles il fait procéder, pour l'exploitation des forêts domaniales, situées dans les départements du Nord et de l'Est.

En fait, les trois quarts des coupes mises en vente dans ces régions, sont régulièrement enlevées à de hauts prix, depuis l'armistice, par nos compatriotes, lesquels écoulent en Belgique ces bois dont notre pays est malheureusement trop dépourvu, depuis que les Allemands ont profité de quatre ans d'occupation pour raser une grande partie des forêts des Ardennes belges.

Cette année, les choses se passèrent comme précédemment lors des adjudications.

Le cahier des charges sur la base duquel ces marchés avaient été conclus, donne dix-huit mois pour l'abatage. Lors des adjudications, aucune annonce ne fut faite, qui permit aux acheteurs belges de soupçonner qu'une prohibition d'exportation viendrait entraver la mise en exécution de marchés acceptés par eux en vue de livraisons à faire en Belgique.

Mais voilà que l'Administration française, après avoir vendu ses bois à des Belges, et en avoir encaissé le prix, n'a

plus autorisé leur sortie à partir du 31 octobre dernier, arrêtant ainsi toutes les expéditions que les acheteurs avaient, de bonne foi, compté faire vers la Belgique.

On devrait comprendre à Paris que pareille attitude ne facilite pas la tâche de ceux qui s'efforcent de faire prévaloir chez nous l'idée que l'intérêt de nos deux nations est d'établir et d'entretenir un front unique franco-belge, pour le plus grand bien de notre développement économique, comme de notre rétablissement financier à tous deux, et, en dernière analyse, pour l'efficacité de notre défense militaire concertée, contre un agresseur qui n'a pas encore désarmé!

NOS RELATIONS AVEC LA CHINE.

La Belgique a depuis 1865 avec la Chine un traité, — d'ailleurs analogue quant à ses dispositions à ceux intervenus vers la même époque, entre divers grands États de l'Europe et du Nouveau-Monde, d'une part, et l'Empire du Milieu, de l'autre.

Les stipulations de ce traité avaient été conditionnées par la situation morale et matérielle de ce vaste réservoir d'hommes, à l'époque à laquelle les dits accords furent négociés.

A ce moment, toutes les classes de la population chinoise étaient animées d'une grande défiance à l'égard des étrangers, et l'organisation de l'administration, de la police, de la justice, apparaissait extrêmement rudimentaire encore. Cette constatation avait commandé que des mesures de protection fussent prises, en faveur de nos nationaux circulant ou établis dans l'Empire du Milieu.

Dans ces conditions, le Gouvernement belge, imitant en cela l'attitude de ceux de toutes les nations de race blanche, avait inséré dans le traité de commerce et d'amitié signé avec Pékin, des clauses sauvegardant la liberté et les biens de ses ressortissants.

Au mois d'avril 1926, le Gouvernement chinois se basant sur l'article 46

du Traité sino-belge de 1865, notifia au Gouvernement belge qu'il dénonçait ce traité, et qu'il le considérerait désormais comme ayant cessé de produire ses effets à l'expiration de la période décennale alors en cours, soit le 27 octobre 1926. L'article 46 invoqué par la Chine réservant expressément à la Belgique le droit de dénonciation, le Gouvernement belge ne pouvait considérer la dénonciation chinoise comme valable. Il le fit donc savoir au Gouvernement de Pékin, en ayant soin d'ajouter que, pour donner à la Chine une preuve de nos sentiments amicaux, il était disposé à conclure un nouveau traité dès que les circonstances le permettraient.

En attendant ce moment, le Gouvernement belge consentait à entrer en négociations avec le Gouvernement chinois, pour conclure un *modus vivendi* qui aurait régi les relations entre les deux pays, jusqu'au moment de la conclusion d'un nouveau traité. Malheureusement, ces négociations n'aboutirent pas, et le Gouvernement belge, ne voulant pas qu'on puisse l'accuser de soutenir contre la Chine une thèse injuste, et désirant d'autre part réserver ses droits, décida de soumettre au jugement de la Cour de justice internationale de La Haye la question de l'interprétation à donner à l'article 46 du Traité sino-belge de 1865.

Depuis que le Gouvernement belge a introduit cette instance, il s'est produit en Chine une série d'événements, qui sont appelés à avoir de graves répercussions sur la politique des Puissances.

Quant à la Belgique, elle vient d'accepter d'ouvrir de nouvelles négociations avec le Gouvernement de Pékin, et elle a le très vil désir, et le grand espoir d'arriver à un arrangement qui donne satisfaction aux deux pays.

La question de la revision des traités dits « *mégaux* » se pose, d'ailleurs, pour tous les Gouvernements liés avec la Chine par des traités identiques au nôtre. La question va ainsi devenir un problème international, comme l'a déjà

reconnu officiellement le Cabinet de Londres.

La Belgique devra s'employer à sauvegarder les situations de ses ressortissants, aujourd'hui très nombreux, et leurs intérêts actuellement très conséquents sur le territoire chinois. L'attitude qu'aura à prendre en l'occurrence son Gouvernement apparaît assurément délicate.

L'Angleterre, dont les ressortissants ont de grands intérêts dans le sud de la Chine, vient de conclure avec le Gouvernement de Canton un accord au sujet de sa concession de Hankow, tandis qu'elle négocie en même temps avec le Gouvernement de Pékin, concernant sa concession de Tsien-Tsin.

La France, l'Italie, le Japon, les États-Unis semblent bien jusqu'ici vouloir demeurer dans l'expectative.

D'autre part, le rapport de la Commission d'enquête instituée naguère par la Conférence de Washington, avec mission d'étudier le problème du maintien ou de la suppression de l'exterritorialité en Chine, au nom des Gouvernements belge, britannique, danois, espagnol, français, italien, nord-américain, norvégien, portugais et suédois, a été récemment publié.

Il conclut à la nécessité de subordonner l'abandon de l'exterritorialité si énergiquement réclamé par les Jeunes Chinois, à l'obtention préalable de réformes administratives et judiciaires, dont le Gouvernement chinois devrait prendre l'initiative, et qui ne pourront être l'œuvre d'un jour.

Tenant compte des données si délicates du problème ainsi posé, votre Commission ne peut que faire des vœux pour que ceux qui ont la charge de mener les négociations relatives à nos affaires en Chine, trouvent à apporter, à ces difficultés, les solutions opportunes.

NOS RAPPORTS AVEC LES PAYS-BAS.

Un traité a été conclu par le Gouver-

nement précédent avec les Pays-Bas, en vue de reviser certaines dispositions du Traité de 1839, et de convenir d'arrangements propres à favoriser le développement des relations économiques entre la Hollande et la Belgique.

Ce traité, déjà approuvé par le Parlement belge, vient d'être admis par la Seconde Chambre des États-Généraux des Pays-Bas. Il semble qu'on puisse escompter son adoption prochaine par la Première Chambre.

L'entrée en vigueur de cette convention marquera un progrès sérieux sur l'état de choses antérieur.

Votre Commission a le ferme espoir que grâce à cette charte nouvelle, les rapports entre les deux peuples deviendront plus confiants et plus amicaux. Le développement des transactions commerciales, que le traité est appelé à favoriser, amènera des rapprochements plus fréquents et plus intimes entre Belges et Néerlandais, et contribuera ainsi à dissiper les préventions qui semblent encore subsister dans certains milieux d'Outre-Moerdycck à l'égard de la Belgique.

Ainsi se scellera la bonne entente, qui s'impose d'ailleurs, entre nos deux peuples, pour le plus grand bien de leurs intérêts communs et respectifs.

NOS NÉGOCIATIONS AVEC LES SOVIETS DE RUSSIE.

En 1925, le Ministre des Affaires Étrangères d'alors, avait jugé opportun de permettre une prise de contact, à l'intervention de notre ambassadeur à Londres, avec le représentant du Gouvernement de Moscou installé en Angleterre. M. Hymans s'était laissé tenter par l'espoir d'arriver ainsi à commencer le sauvetage des intérêts belges en Russie.

Son envoyé avait d'ailleurs reçu mission de poser comme condition *sine qua non*, et préalable à tout accord, l'obtention de l'indemnisation complète des biens de toute nature, revendiqués par des Belges ou par des sociétés belges,

ayant exercé naguère leur activité sur le territoire de l'ancien empire des Tzars.

Ces biens dont les titulaires étaient devenus naguère les légitimes propriétaires, en vertu de contrats passés, en conformité des lois d'alors du pays, ou par l'obtention de concessions régulièrement octroyées par le Gouvernement impérial, furent l'objet, au lendemain de la révolution de 1917, d'opérations qui, décorées du titre de nationalisation, s'étaient en fait traduites par une expropriation sans indemnité.

La cause de ces demandeurs en réparations apparaît d'autant plus digne d'intérêt, que leur travail et leurs apports en capitaux avaient largement contribué à l'enrichissement de la masse du peuple russe, grâce à la contribution apportée par eux à la mise en valeur des richesses naturelles de ce grand pays.

Comme autres conditions à tout accord susceptible d'aboutir à une reconnaissance « de jure », M. le Ministre Hymans avait encore stipulé que la mission diplomatique russe à admettre en Belgique fut limitée à un petit nombre de techniciens, lesquels prendraient l'engagement de s'abstenir de toute immixtion dans la politique intérieure de la Belgique. Il avait stipulé aussi que les envoyés belges à Moscou auraient liberté absolue d'indaguer dans tout le territoire soumis aux Soviets de Moscou, en vue de faire au sujet de l'état actuel des Belges retenus en Russie ou des biens enlevés à des Belges, toutes les enquêtes opportunes.

La tentative décidée par M. Hymans, et effectuée dans les conditions qui viennent d'être exposées, n'avait d'ailleurs abouti à aucun résultat précis.

Devant l'opposition formelle de Moscou à toute solution tendant à faire précéder l'acte de reconnaissance d'un arrangement concernant les réclamations belges prérappelées, l'honorable M. Van der Velde, chef actuel du Département, envisagea la possibilité de déclaration réciproques, simultanées à la reconnaissance, et assurant pour le règlement futur des litiges entre les deux pays, des conditions non moins

favorables que celles dont bénéficieraient tout autre pays.

Les conversations reprises à Paris l'année dernière sur ce thème, donnèrent lieu à des échanges de projets et de contre-projets d'accord.

L'idée maîtresse des propositions belges fut de préparer les voies à l'établissement de relations entre les deux pays, en commençant par la normalisation des relations commerciales existant déjà. A cet effet étaient prévu l'échange de missions avec un personnel réduit, le droit pour ces missions de circuler librement, l'octroi de garanties tenant compte des législations respectives des deux pays.

Ces pourparlers de Paris nous fut-il dit, ne sont pas rompus; ils subissent actuellement un temps d'arrêt, en raison de l'examen approfondi que nécessite un problème aux aspects aussi multiples.

En présence de ces déclarations de l'honorable Ministre des Affaires Étrangères, certains membres de la Commission ont opiné que pas mal de Belges trafiquant aujourd'hui avec les délégués du Gouvernement des Soviets établis en Europe, et ces derniers cherchant à placer des commandes chez nos industriels, le moment leur paraît venu de poursuivre ces pourparlers, sur le terrain sur lequel les représentants de la Belgique sont actuellement engagés.

D'autres membres de la Commission ont fait les plus expresses réserves sur cette opinion. Ils estiment que si le Gouvernement de Moscou devait être quelque jour autorisé à installer chez nous des représentants régulièrement accrédités, il faut craindre que ceux-ci viennent, comme ils l'ont fait autre part, entreprendre chez nous, sous couleur de négociations commerciales, l'organisation à grands renforts de subventions, d'une propagande bolchevique parmi les éléments jeunes et facilement impressionnables de nos populations industrielles.

La Commission a d'ailleurs été unanime à estimer qu'en tout état de cause l'attention du Ministre doit être sérieu-

sement attirée sur cet aspect de la question, pour le cas où le Ministre actuel songerait à poursuivre les négociations qu'il a fait engager à Paris.

Au surplus, les résultats des tentatives faites par certains ressortissants de pays rentrés en relations officielles avec le Gouvernement de Moscou, ne semblent pas devoir encourager le nôtre à se charger des responsabilités qu'il assumerait certainement, en poussant des Belges à investir de nouveaux capitaux, ou à aller eux-mêmes s'engager dans des entreprises à monter en régime soviétique.

BUDGET POUR 1927.

Après avoir passé en revue les questions qui viennent d'être exposées dans la première partie du présent rapport, votre Commission a procédé à l'examen des divers chapitres du Budget du Département pour 1927.

Les membres de votre Commission, sous réserve des quelques observations qui vont être résumées ci-après, et auxquelles ils conviennent d'ailleurs que la situation financière actuelle de l'Etat empêche le Gouvernement de donner actuellement les suites demandées, sont unanimes à proposer au Sénat d'adopter ce budget tel qu'il lui est soumis.

L'accord a paru unanime sur la nécessité de majorer sérieusement et aussitôt que faire se pourra, les crédits sur lesquels sont imputés les traitements, les frais de représentation et de logement de nos diplomates et agents consulaires à l'Étranger.

Ces majorations nous ont paru, à tous, indispensables, si l'on veut assurer le bon recrutement et partant le bon fonctionnement de notre service diplomatique et consulaire. Ce n'est qu'après avoir procédé à la réorganisation qui s'impose à cet égard, que nous serons en droit d'attendre et d'exiger de ceux

qui ont mission de nous représenter à l'Étranger, le rendement que nous pouvons espérer de l'action de notre représentation diplomatique et économique.

Le jour, en effet, où nous aurons mis nos diplomates et nos consuls dans la situation dans laquelle il est indispensable qu'ils se trouvent placés, pour pouvoir remplir convenablement tous les devoirs de leur office, la Belgique sera mieux connue et appréciée à l'étranger; son action politique s'affirmera et son activité économique s'accroîtra, pour le plus grand bien des amitiés, sur lesquelles nous devons chercher à asseoir le respect et la garantie de notre souveraineté, et grâce auxquelles nous réussirons à développer le champ ouvert à nos exportations, et par le fait à raffermir notre situation économique.

La Commission signale enfin comme devant être aussi largement majoré dès que faire se pourra, le crédit destiné à organiser à l'Étranger un service chargé de démentir et rétorquer les faussetés, les calomnies que continuent à répandre, contre la Belgique, dans la presse des deux mondes, certaines officines dont il n'est pas malaisé de reconnaître les pourvoyeurs, et qui ont pris à tâche de salir la réputation des Belges, d'incriminer leur conduite pendant la guerre, de nous représenter comme une nation en décadence, et faisant subir aux Flamands un régime d'oppression.

C'est sous le bénéfice de ces observations et de ces réserves que votre Commission propose au Sénat de voter le budget dont l'étude lui a été confiée par la Haute Assemblée.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.

Le Rapporteur,
E. DIGNEFFE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1927.

Verslag uit naam van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van de Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1927.

(Zie n^o 5-V van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren Graaf T'KINT DE ROODENBEKE, voorzitter; BARNICH, Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, DE BROUCKERE, DENS, Hertog d'URSEL, FERON, FRANÇOIS. LEYNIERS, Burggraaf Adrien VILAIN XIII, VOLCKAERT en DIGNEFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

België, dat thans vrij is van de banden zijner onzijdigheid van vóór den oorlog, moet voortaan als soevereine Mogendheid zijn buitenlandsche politiek leiden. Het moet in de betrekkingen die het met de overige Staten onderhoudt, de waarborgen vinden voor de onafhankelijkheid en veiligheid die het land nastreeft, die het door zijn verleden waardig is, doch die door zijn aardrijkskundige ligging, den vorm van zijn grondgebied, zelfs door zijn economischen voorspoed, moeilijk te verkrijgen zijn, — de geschiedenis der laatste eeuwen bewijst het, — en dienvolgens des te gewichtiger om te vrijwaren.

Zijn Parlement heeft dus voor plicht de handelingen te volgen van de leiders der groote Staten, waar deze voortdurend wedijveren op het schaakbord der Europeesche politiek. Het is geboden immer een waakzaam oog te hebben op den mogelijken terugslag van de combinaties hunner diplomatie op onzen eigen toestand, zich te beijveren de voor ons al te dikwijls geduchte gevolgen te ver-

zachten van i'verzucht en immer levendige begeerte naar wereldhegemonie.

Gedreven door die bezorgdheid, heeft uwe Commissie voor de Buitenlandsche Zaken, bij het onderzoek van de begrooting van het Departement voor 1927, verschillende vergaderingen gewijd aan de studie der onderscheiden vraagstukken die de buitenlandsche Regeeringen, sedert den wapenstilstand voortgaan te behandelen en die zij, bijzonder op dezen stond, zoeken op te lossen.

Uit dit onderzoek lichten wij de vragen wier actueel belang vooral de aandacht van den Senaat moet gaande maken.

ONZE BETREKKINGEN MET DUITSCHLAND.

Een uiteenzetting die de Minister van Buitenlandsche Zaken ons is komen geven, bracht ons op de hoogte van de gebeurtenissen en van den huidige stand der onderhandelingen die tijdens de jongste maanden, en heel onlangs te Genève, gevoerd werden.

De gedachtenwisseling waartoe de mededeeling van den geachten heer Vandervelde in uwe Commissie aanleiding gaf, leverde geen stof tot duidelijk genoeg omschreven besluiten opdat een meerderheid vermocht te oordeelen of ze ter bekrachtiging aan een stemming moest worden onderworpen.

De verslaggever kreeg opdracht den Senaat kennis te geven van de beschouwingen die in den loop onzer vergaderingen voor en tegen werden in 't midden gebracht.

Hij meent ze, volkomen objectief, als volgt te kunnen samenvatten :

Verscheidene leden hebben uiting gegeven aan hun verwondering en hun spijt die de toegevingen bij hen verwekken welke achtereenvolgens gedaan werden door onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, die trouwens in dit opzicht zijn gedrag regelt volgens dit zijner Fransche en Britsche collega's, vóór en na de intrede van het Reich in den Volkenbond.

Deze leden aanzien als een bijzonder te betreuren toegeving deze van den afstand van het toezicht dat het Verdrag van Versailles had ingesteld op de ontwapening van Duitschland, en dat men besloten heeft vanaf 31 Januari jl. te vervangen door navorschingen door den Volkenbond te regelen en die, gelet op de voorwaarden waarin zij verordend zullen moeten, en uitgevoerd zullen kunnen worden, dreigen nog veel minder doelmatig te zijn dan de bestendige onderzoeken tot dusver gedaan door officieren van de gealliëerde legers, afgevaardigd bij de Commissie van Toezicht en te dien einde in Duitschland verblijvend.

Zij betreuren dat deze afstand ingewilligd werd op een oogenblik dat noch de Conferentie der Gezanten, noch het Comité van Militaire Deskundigen door Maarschalk Foch voorgezeten, van de Deutsche afgevaardigden de onmisbaar geoordeelde voldoeningen schijnen verkregen te hebben, onder meer wat betreft de ontbinding van de zooge-

naamde sportverenigingen, de afschaffing van den Algemeenen Staf, de versterkingen aangelegd bij de Poolsche grens of den uitvoer van producten voor oorlog bestemd.

Zij stippen aan dat deze toegevingen behandeld werden op het oogenblik zelf dat uitdrukkelijke tekortkomingen officieel werden vastgesteld van wege de Regeering van Berlijn aan de verbintenissen voorheen ondertekend door haar vertegenwoordigers, die daartoe behoorlijk opdracht hadden gekregen.

Zij stellen ten slotte vast dat het juist op het oogenblik is waarop voor elkeen de valsheid blijkt van sommige leiders van het Reich, dat de afgevaardigden van de Gealliëerde Mogendheden aanvaarden de verzekeringen van goede trouw in aanmerking te nemen, namens de Deutsche Regeering gegeven door personaliteiten wier gekende vroegere houding niet van aard is vertrouwen te verwekken in de oprechtheid van hun huidige verklaringen.

Al deze feiten overeengebracht met het commentaar bekendgemaakt ter gelegenheid van de jongste onderhandelingen te Genève en te Thoiry, doen bij die collega's de vrees ontstaan dat België, sedert Locarno in het spoor der groote Gealliëerden meegesleept, weldra zou gedreven worden tot nieuwe toegevingen die tot niets minder zouden leiden dan tot het spoedig ontruimen van Rijnland.

Terwijl dit gebied volgens de termen van het Verdrag van Versailles, nog gedurende lange jaren in handen moet blijven van de gealliëerde troepen, en voor immer onteigend moet zijn aan de Deutsche legers, kan men slechts de instelling vreezen van een regiem waarbij de Deutsche Staf, dien men van nu af heringericht weet, de vrijheid zal hebben opnieuw aanvalsbasisen voor te bereiden op de strook van den Rijn, laatste verdedigingslijn die aan Frankrijk en aan België overblijft voor de dekking van hun respectief gebied.

Gelukkig blijkt uit de verklaringen, onlangs gedaan door Minister Briand

aan de Commissie voor de Buitenslandsche Zaken van de Fransche Kamer, dat tot dusverre althans geen enkele belofte, geen enkele toegeving van aard tot dien uitslag te leiden, aan de vertegenwoordigers van het Reich werden gedaan. Velen van ons vragen zich af hoelang zal dit nog het geval zijn ?

* *

Andere leden van uwe Commissie hebben een andere taal gevoerd : het is niet, zeggen zij, met Duitschland voor altijd uit de gemeenschap der landen te sluiten dat men een duurzame Europeesche orde zou kunnen stichten. Een zoozeer onvooruitziende politiek zou over de oude wereld de rampen halen waaronder België het eerst en op bijzonder wreede wijze zou lijden : vooreerst den economischen ondergang, daarna den oorlog. Deze collega's meenen dat een bestendige wil tot toenadering en samenwerking, onmisbaar is om de welvaart te herstellen en den vrede te verstevigen.

Zij keuren dus de « Politiek van Locarno » goed, die in zoo korten tijd volgens hen reeds aanzienlijke uitslagen heeft opgeleverd. Zij brengen in herinnering dat onder deze uitslagen, vooral dient vermeld het tot stand komen van den staaltrust, gevormd met de medewerking onzer staalfabrieken. Deze leden meenen dat, hoe nauwer de handelsbetrekkingen tusschen ons en onze burens zullen worden, hoe meer wij ons tevens waardig en verzoeningsgezind zullen toonen in al onze internationale betrekkingen, hoe meer wij ook zullen trachten bij te dragen tot het stillen van den haat, des te beter zullen wij er in slagen de plannen te verijdeljen van hen die over den Rijn nog droomen van bloedige weerwraak en tevens tegen den vrede en tegen hun eigen volk samenzweren.

Deze leden verklaren noch de oogen te willen sluiten, noch eenige noodzakelijke voorzorg te verwaarloozen, noch het blijvend gevaar te onderschatten.

Maar zij zijn er innig van overtuigd dat het niet door eene politiek van geweld is dat men dit gevaar zou kunnen afwenden en veel minder nog met eene hersenschimmige eenzijdige ontwapening na te streven. De vrede zal, naar de meening dezer collega's, enkel op stevige grondslagen berusten, wanneer hij zal gegrondvest zijn tevens op gemeenschap van belangen en op eensgezindheid der gemoederen. Zij besluiten dat hij op deze vaste basissen moet aangelegd worden.

* *

Trouwens hebben de leden der Commissie eenparig te kennen gegeven dat zij niet willen toegeven aan een te inschikkelijk optimisme, gesteund op de bedrieglijke begoocheling dat de vrede voortaan in de wereld verzekerd is.

Allen zijn zij er van bewust dat er nog talrijke oorlogsmogelijkheden bestaan en dat het er op aankomt geene enkele te verwaarloozen. Sommige dezer gevallen stellen ons bloot aan het meest rechtstreeksche en grootste gevaar.

Voor ons bestaat er geen ernstiger gevaar dan de aanvalslust die in overwegende mate in de Deutsche gemoederen voortwoekert. De besprekingen in den Reichstag, de gebeurtenissen tijdens de jongste ministeriële crisis bewijzen duidelijk hoe ernstig de toestand blijft en hoe zeer moeten op hunne hoede zijn, niet alleen zij die de verantwoordelijkheid van het gezag dragen, doch heel het land, bijaldien het aan zijne onafhankelijkheid vasthoudt.

ONZE ECONOMISCHE BETREKKINGEN MET FRANKRIJK.

Het commercieel modus vivendi op 4 April 1925 gesloten tusschen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg eensdeels, en tusschen Frankrijk anderdeels, is op den gestelden datum van kracht geworden.

De uitslagen der toepassing schijnen

tot nog toe geen ernstige klachten te hebben uitgelokt.

Deze overeenkomst heeft trouwens op verre na niet al de op dit gebied hangende vraagstukken opgelost.

In dezen tijd van aanhoudende economische ontreddeering, van algemeen terugkeer tot een overdreven protectionisme, waaruit noodzakelijk de stijging der levensduurte volgt, moet men zich er niet over verwonderen dat de massa's, die met de economische wetenschap zeer onbekend zijn en nochtans over de politieke almacht beschikken, zich niet onmiddellijk rekenschap geven van den weerslag op de levensduurte teweeggebracht door de al te hooge invoerrechten alsook door de verbodsmatregelen van allen aard, die in sommige landen den invoer belemmeren van vreemde werkkrachten of het vrij vervoer van grondstoffen en producten bestemd voor de voeding der bevolking of voor de uitbreiding der industriele bedrijvigheid.

Alleen de ervaring ten koste van de massa zal eens de leidende standen van beide landen, die zooveel voordeelen zouden hebben aan een aanpassing van hun economisch regiem, doen terugkeeren tot eene gezondere opvatting van het waar belang der volkeren, over wier lot zij invloed hebben.

Ongelukkig dringt op dergelijk gebied de waarheid traag door, en de vooruitgang geschiedt niet zonder tijdelijke en jammerlijke achteruitwijingen.

Het tot stand brengen van een handelsverdrag, waartoe het onderteekenen van het *modus vivendi* van verleden jaar bleek als inleiding te moeten dienen, en waarbij men er zou om bekommerd zijn onze handelsbetrekkingen met Frankrijk en zijne koloniën steeds meer en meer uit te breiden, is jammer genoeg niet ver gevorderd.

De waardevermindering van onze onderscheiden munten heeft van weerskanten versterkingen teweeg gebracht van de tolbarreelen die thans het ruilverkeer tusschen Franschen en Belgen zwaar belemmeren.

Toch moeten wij vaststellen dat niet van ons de weerstand is uitgegaan tegen de verbetering van den toestand.

Tijdens de onderhandelingen die het vorig jaar met Parijs werden gevoerd, had de Belgische Regeering zich verbonden aan Frankrijk de gevraagde voldoening te schenken waarop de Fransche handel sedert tal van jaren wacht, en die voor elken onbevoordeelden toeschouwer een billijke oplossing lijkt, zoo voor de producenten als voor de verbruikers.

Met het ontwerp op de benaming van oorsprong van wijn en brandewijn goed te keuren, heeft de Senaat aan onze Zuiderburen een voldoening geschonken die den meest gunstigen invloed zal hebben op de handelsbetrekkingen tusschen beide landen, iets waarover beslist allen zich zullen verheugen voor wie een meer nauwe verstandhouding met Frankrijk een belangrijk bestanddeel van onze economische heropleving en een waarborg voor onze toekomst blijft.

Laten wij hopen dat onze Regeering, nu deze zaak is geregeld, in een meer gunstige stemming en dank zij daaraan, de sedert tal van jaren ingezette onderhandelingen zal kunnen doen slagen namelijk om op bepaalde en billijke wijze den rechtstoestand te doen vaststellen van de in Frankrijk gevestigde Belgen, die thans ruim een half millioen in aantal zijn en in zoo ruime mate bijdragen tot de productieve bedrijvigheid van dit land.

Feitelijk wachten op een billijke oplossing nog tal van vraagstukken die onze naar Frankrijk uitgeweken landgenooten aanbelangen.

Op het oogenblik worden vele Belgen die van vóór den oorlog in Frankrijk leven, arbeiden en eigendommen aanwerven, in hunne rechtmatige belangen geschaad door de behandeling die zij ondergaan vanwege sommige besturen van hun nieuw vaderland, terwijl nochtans de bij ons verblijvende Franschen,

in dezelfde voorwaarden, sedert lang en voor gelijke toestanden, van een oneindig meer liberaal stelsel genieten.

Aldus wordt elke Fransche onderdaan, — die vóór Augustus 1914 bij ons verbleven heeft en als zoodanig zijne rechten mag doen gelden op het herstel der schade naar aanleiding van den oorlog geleden, — met de Belgische geteisterden gelijkgesteld. Derhalve kan hij, evenals deze laatsten, wederbelegging bekomen voor het wederopbouwen van een onroerend goed in een kring van 50 kilometer van de plaats der ramp en voor gebouwen die gelijken op de vernielde gebouwen.

In Frankrijk mag een Belg, die bij den inval op Fransch grondgebied verbleef, eveneens zijne rechten doen gelden op de vergoeding der in Frankrijk door hem geleden oorlogsschade. Het Fransch beheer staat hem echter slechts wederbelegging toe voor het wederopbouwen, ter plaatse, van onroerende goederen gelijk aan die, welke moeten worden vervangen.

Deze al te enge interpretatie der teksten heeft aan verscheidene onzer in Frankrijk gehuisveste landgenooten vaak aanzienlijke verliezen berokkend, en zelfs sommigen ten onder gebracht.

Een ander geval dat niet minder belangwekkend is voor onze in Frankrijk verblijvende landgenooten is dit van de toepassing eener verblijfstaxe op de vreemdelingen.

Talrijke Belgische werklieden gaan naar Frankrijk arbeiden. Het allerminst dat men van deze loonarbeiders kan zeggen is dat zij aan de Fransche nijverheid en landbouw eene waardeerbare hulp hebben verleend en nog steeds verleen.

Inzonderheid voor het spoedig herstel der verwoeste gewesten van Noord-Frankrijk werd hunne medewerking door de betrokken departementen naar waarde geschat.

De Regeering van Parijs, die zich trouwens inzake inwijking van vreemde werkkrachten toch vrijgeviger heeft ge-

toond dan andere groote nijverheidslanden, heeft niettemin deze vrijwillige inwijkelingen met eene verblijfstaxe belast. De toepassing van dergelijken maatregel op onze werklieden in een land, dat gebrek aan werkkrachten schijnt te hebben, is klaarblijkelijk ingegeven door een gemoedstoestand, dien men zich niet kan weerhouden betreurenswaardig te noemen.

Talrijke andere Belgen nog, landbouwers, handelaars, technici, bedienden, agenten van allen aard, zijn in Frankrijk woonachtig en arbeiden aldaar. Uit de wijze, waarop zij er worden ontvangen en hunne diensten vergolden worden, kan men afleiden hoezeer de medewerking, die zij aan de Fransche voortbrengst verleen, op prijs wordt gesteld.

De Fransche Regeering heeft ook betrekkelijk hooge verblijfstaxes geheven op de in Frankrijk verblijvende Belgen die door hun arbeid en hunne kapitalen machtig bijdragen tot de ontwikkeling van het land op nijverheids-, handels- en landbouwgebied, zoowel als tot de ontginning zijner natuurlijke rijkdommen.

Onze gezant te Parijs heeft bij de Quai d'Orsay herhaaldelijk voetstappen gedaan om te bekomen dat er andere richtsnoeren zouden worden gegeven aan de besturen, waarvan deze laakbare beslissingen uitgaan, of dat het Fransche Parlement de desbetreffende wetgeving zou wijzigen.

Het valt te betreuren dat er tot nogtoe aan het optreden der Belgische Regeering in dit opzicht geenerlei gevolg werd gegeven. Er is nog eene andere overweging van denzelfden aard, waarop uwe Commissie oordeelt uwe aandacht te moeten vestigen.

Sedert ettelijke jaren doet de Fransche Staat een beroep op de Belgen om deel te nemen aan de aanbestedingen, waartoe hij doet overgaan voor de ontginning der domeinbosschen, gelegen in het Noorder en in het Oostelijk departement.

In feite worden de drie vierden der in deze streken te koop gestelde hakken sedert den wapenstilstand regelmatig tegen hooge prijzen aangekocht door onze landgenooten, die in België dit hout afzetten, waaraan ons land ongelukkig al te grooten mangel heeft, sedert de Duitschers de vierjarige bezetting hebben te baat genomen om een groot gedeelte van de bosschen en wouden der Belgische Ardennen uit te roeien.

Dit jaar ging alles als naar gewoonte bij de aanbestedingen.

Het lastkohier, op grond waarvan deze koopen werden gesloten, voorziet een termijn van achttien maand voor het vellen. Bij de aanbesteding heeft geenerlei bericht aan de Belgische koopers laten vermoeden dat een uitvoerverbod de tenuitvoerlegging zou belemmeren der overeenkomsten door hen aangegaan met het oog op leveringen in België.

Doch het Fransch beheer, na zijn hout aan Belgen te hebben verkocht en den prijs te hebben opgestreken, heeft den uitvoer ervan verboden vanaf 31 October jongstleden, en aldus werden alle verzendingen stopgezet die de koopers te goeder trouw naar België wilden doen.

Men zou te Parijs moeten inzien dat dergelijke houding de taak niet vergemakkelijkt van hen die trachten bij ons de gedachte te doen doordringen dat beide landen er belang bij hebben een eenig Fransch-Belgisch front tot stand te brengen en te verstevigen voor het hoogste welzijn van onze economische ontwikkeling alsmede van beider financiële heropbeuring, en ten slotte voor de doeltreffendheid van onze gemeenschappelijke militaire verdediging tegen een aanvaller, die de wapens nog niet heeft neergelegd.

ONZE BETREKKINGEN MET CHINA.

Sedert 1865 bestaat er tusschen België en China een verdrag dat, wat zijne bepalingen betreft, trouwens gelijk op

die welke rond hetzelfde tijdstip werden gesloten tusschen eenenzijds verscheidene groote Staten van Europa en van de nieuwe wereld en anderzijds het Chineesche Keizerrijk.

De bepalingen van dit verdrag waren aangepast aan den zedelijken en stoffelijken toestand van die reusachtige menschenmassa, ten tijde toen deze overeenkomsten werden tot stand gebracht.

Alsdan waren al de standen der Chineesche bevolking met groot wantrouwen bezield ten opzichte der vreemdelingen, en gezien de uiterst rudimentaire inrichting van het bestuur, van de politie en van het gerecht waren beschermingsmaatregelen geboden ten voordeele onzer landgenooten, die in China reisden of er gevestigd waren.

Derhalve had de Belgische Regeering, naar het voorbeeld van de overige blanken, in het te Peking onderteekend handels- en vriendschapsverdrag bepalingen gelascht tot vrijwaring van de vrijheid en van de bezittingen harer onderdanen.

In de maand April 1926, steunend op artikel 46 van het Chineesch-Belgisch Verdrag van 1865, beteekende de Chineesche Regeering aan de Belgische Regeering dat zij dit verdrag opzegde en dat zij het beschouwde als hebbende uitgediend na verloop van het tienjarig tijdvak en wel op 27 October 1926. Artikel 46 door China aangehaald gaf uitdrukkelijk aan België alleen het recht van opzegging zoodat de Belgische Regeering de opzegging door China als ongeldig mocht beschouwen. Zij liet dit dus te Peking weten doch voegde erbij dat, om aan China een blijk van vriendschappelijke gevoelens te geven, zij geneigd was een nieuw verdrag te sluiten zoodra de omstandigheden het zouden toelaten.

In afwachting daarvan stemde de Belgische Regeering erin toe in onderhandeling te treden met de Chineesche Regeering om tot een *modus vivendi* te komen tot regeling van de betrekkingen tusschen beide landen tot op het oogenblik dat een nieuw verdrag zou zijn gesloten,

Deze onderhandelingen zijn ongelukkiglijk afgesprongen en daar de Belgische Regeering niet wil het verwijt oploopen tegenover China eene onbillijke stelling voor te staan en bovendien wenscht hare rechten voor te behouden, zoo besloot zij bij het internationaal gerechtshof van Den Haag het vraagstuk aanhangig te maken van de verklaring van artikel 46 van het Verdrag van 1865.

Sedert de Belgische Regeering deze zaak heeft aangebracht, hebben zich in China eene reeks gebeurtenissen afgespeeld die op de politiek der mogendheden een ernstigen weerslag kunnen hebben.

België is geneigd nieuwe onderhandelingen met Peking aan te knopen en het koestert den wensch en de hoop tot een overeenkomst te geraken die beide landen bevredigt.

Het vraagstuk van de herziening der zoogezegde « ongelijke » verdragen rijst trouwens op voor al de Regeeringen die met China soortgelijke verdragen hebben gesloten. Het vraagstuk krijgt dus een internationaal karakter zooals het Britsch Kabinet het officieel reeds heeft erkend. België zal dus moeten zorgen dat de belangen zijne talrijke onderdanen op het Chineesch grondgebied worden gevrijwaard en de houding die de Regeering in deze zaak moet aannemen schijnt dus eene zaak van zeer kieschen aard.

Engeland, waarvan de onderdanen groote belangen in het Zuiden van China hebben, heeft met de Regeering van Canton een overeenkomst gesloten betreffende de concessie van Hankow en zij onderhandelt tevens met de Regeering van Peking betreffende de concessie van Tsien-Tsin.

Frankrijk, Italië, Japan en de Vereenigde Staten schijnen de gebeurtenissen te willen afwachten.

Daarbij werd het verslag bekendgemaakt van de Commissie van onderzoek, die vroeger door de Conferentie van Washington werd aangesteld, met opdracht het vraagstuk van het al dan niet handhaven der exterritorialiteit in

China te onderzoeken, uit naam der Belgische, Britsche, Deensche, Spaansche, Fransche, Italiaansche, Noord-Amerikaansche, Noorweegsche, Portugeesche en Zweedsche regeering.

Dit verslag besluit tot de noodzakelijkheid het afzien van de exterritorialiteit, zoo krachtdadig geëischt door de Jonge Chineezzen, afhankelijk te stellen van het voorafgaand bekomen van administratieve en rechterlijke hervormingen, waarvan de Chineesche Regeering het initiatief moet nemen, en die niet in één dag zullen tot stand komen.

Gezien de zoo kiesche gegevens van het aldus gestelde vraagstuk, kan uwe Commissie slechts wenschen dat deze moeilijkheden spoedig zouden worden bijgelegd.

ONZE BETREKKINGEN MET NEDERLAND.

Door de vorige Regeering werd een Verdrag gesloten met Nederland om sommige bepalingen van het Verdrag van 1839 te herzien en schikkingen te treffen tot bevordering van de economische betrekkingen tuschen Nederland en België.

Dit verdrag dat reeds door het Belgisch Parlement werd goedgekeurd, werd aangenomen door de Tweede Kamer der Staten Generaal van Nederland. Zijne aanstaande aanneming door de Eerste Kamer mag in het vooruitzicht worden gesteld.

Het van kracht worden dezer overeenkomst zal een groote stap vooruit zijn op het verleden.

Uwe Commissie is vast overtuigd dat dit nieuwe verdrag de betrekkingen tuschen beide landen meer vertrouwelijk en vriendschappelijk zal maken. De uitbreiding van het handelsverkeer die het verdrag zal bevorderen, zal tuschen Belgen en Nederlanders nauwer en talrijker toenadering doen ontstaan en ertoe bijdragen het misverstand op te helderen dat in sommige kringen boven de Moerdijk tegenover België gekoesterd wordt.

Aldus zal de goede verstandhouding tusschen onze beide volkeren worden bezegeld tot groot voordeel hunner gemeenschappelijke en wederzijdsche belangen.

ONZE ONDERHANDELINGEN MET SOWJET-RUSLAND.

In 1925 had de toenmalige Minister van Buitenlandsche Zaken nuttig bevonden door tusschenkomst van onzen gezant te Londen, in voeling te treden met den in Engeland gevestigden vertegenwoordiger der Regeering van Moskou. De heer Hymans had zich laten verleiden door de hoop er aldus in te slagen een aanvang te maken met de redding der Belgische belangen in Rusland.

Zijn afgevaardigde had trouwens tot opdracht, vóór alle overeenkomst, als *conditio sine qua non* te stellen het bekomen van volledige vergoeding voor de bezittingen van allen aard, opgevoerd door Belgen of door Belgische vennootschappen, die vroeger op het grondgebied van het voormalige Russische Keizerrijk hunne bedrijvigheid hadden uitgeoefend.

Deze bezittingen, wier titularissen vroeger de wettige eigenaars waren geworden krachtens contracten overeenkomstig de toenmalige wetten van het land gesloten, of door concessies regelmatig verleend door de Keizerlijke Regeering, waren na de omwenteling van 1917 het voorwerp van verhandelingen, die verbloemd onder den deknaam van nationalisatie, in feite neerkwamen op eene onteigening zonder vergoeding.

De zaak dezer eischers tot schadevergoeding blijkt des te meer belangstelling te verdienen daar hun arbeid en de inbreng hunner kapitalen, er ruim hebben toe bijgedragen de massa van het Russisch volk te verrijken, door de medewerking die aldus werd verleend aan de exploitatie der natuurlijke rijkdommen van dit onmetelijk land.

Onder andere voorwaarden voor eene overeenkomst, die kon leiden tot eene erkenning *de jure*, had Minister Hymans nog voorgeschreven dat de in België toe te laten Russische diplomatische afvaardiging zou beperkt worden tot een gering aantal technici, die de verbin-tenis zouden aangaan zich te onthouden van alle inneming in de binnenlandsche politiek van België, en verder nog dat de Belgische afgevaardigden te Moskou volledige vrijheid zouden bezitten van navorsching over heel het grondgebied der Sowjets van Moskou, ten einde al de gewenschte opsporingen te kunnen doen omtrent den huidige toestand der in Rusland weerhouden Belgen of der aan Belgen ontnomen goederen.

De poging waartoe de heer Hymans had besloten en die in de hooger uiteen gezette voorwaarden plaats vond, had trouwens tot geenerlei bepaalden uit-slag geleid.

Tegenover het uitdrukkelijk verzet van Moskou tegen elke oplossing waar-bij de akte van erkenning door een over-eenkomst betreffende hoogerbedoelde Belgische eischen zou worden vooraf-gegaan, onderzoekt de tegenwoordige Minister van Buitenlandsche Zaken de mogelijkheid eener wederzijdsche en gelijktijdige verklaring van erkenning waarbij de regeling van mogelijke ge-schillen tusschen beide landen even gunstig is als voor elk ander land.

De onderhandelingen die te Parijs werden hervat gaven aanleiding tot de uitwisseling van een ontwerp en van een tegenontwerp van overeenkomst.

De Belgische voorstellen gaan van de hoofdgedachte uit dat het aanknoopen van betrekkingen tusschen beide landen moet beginnen met de normaliseering der handelsbetrekkingen. Te dien einde waren voorzien het uitwisselen van zendingen met beperkt personeel, het recht van vrij verkeer voor deze zen-dingen en het toekennen van waar-borgen die rekening houden met de wet-geving van beide landen.

De onderhandelingen te Parijs zijn niet afgesprongen doch enkel geschorst om het zoo veelzijdige vraagstuk grondig te kunnen onderzoeken.

Sommige leden der Commissie oordeelden dat, aangezien talrijke Belgen thans handelsbetrekkingen onderhouden met de in Europa gevestigde afgevaardigden der Sowjetregering, terwijl deze laatsten trachten bestellingen te doen bij onze nijveraars, het oogenblik hun gunstig scheen om de onderhandelingen voort te zetten op het terrein waarop de vertegenwoordigers van België hen hebben gevoerd.

Andere leden der Commissie hebben over deze meening uitdrukkelijk voorbehoud gemaakt. Zij meenen dat, moest de Regering van Moskou eens toelating bekomen om bij ons regelmatig gevolmachtigde vertegenwoordigers te vestigen, er te duchten valt dat deze, zooals elders, onder den dekmantel van handelsbetrekkingen, zouden trachten door middel van overvloedigen geldelijken steun, bij ons eene bolsjevistische propaganda in te richten onder de licht beïnvloedbare jeugd onzer nijverheidsbevolking.

De Commissie was trouwens eenparig de meening toegedaan dat, wat er ook van zij, de aandacht van den Minister op deze zijde van het vraagstuk ernstig dient gevestigd, bijaldien het huidige Ministerie er mocht aan denken zich thans met deze quæstie in te laten.

Trouwens, de uitslagen der pogingen van sommige onderdanen van landen die met de Regering van Moskou opnieuw officieele betrekkingen hebben aangeknoopt, schijnen onze Regering niet te moeten aanzetten de verantwoordelijkheid te torsen, welke zij stellig zou op zich nemen met Belgen aan te sporen in Rusland opnieuw kapitalen te beleggen of zichzelf te gaan inlaten met ondernemingen, op te richten onder het Sowjetregiem.

BEGROOTING VOOR 1927.

Na achtereenvolgens onze aandacht te hebben gewijd aan de vraagstukken, uiteengezet in het eerste deel van dit verslag, hebben wij de verschillende hoofdstukken der Begrooting van het Departement voor 1927 onderzocht.

De leden onzer Commissie stellen aan den Senaat eenparig voor deze begrooting goed te keuren zooals zij ons wordt voorgelegd. Zij maken voorbehoud voor de enkele opmerkingen die wij hier bondig samenvatten, en dan nog geven zij trouwens toe dat de huidige financiële toestand van den Staat de Regering thans belet aan deze opmerkingen het gewenschte gevolg te geven.

Men bleek het eenparig eens betreffende de noodzakelijkheid ten spoedigste in ruime mate de credieten te verhoogen, waarop de wedden, kosten van representatie en huisvesting onzer diplomaten en consulaire agenten in het buitenland worden uitgetrokken.

Deze verhoogingen kwamen ons allen onontbeerlijk voor, indien men de degelijke werking van onzen diplomatischen en consulaire dienst wil verzekeren. Slechts na de herinrichting, die op dit gebied geboden schijnt, zullen wij van hen die tot opdracht hebben ons in het buitenland te vertegenwoordigen, de werkvoortbrengst mogen verwachten en eischen, die wij terecht mogen verlangen van de actie onzer diplomatische en economische vertegenwoordiging in het buitenland.

Immers, wanneer wij onze diplomaten en onze consuls zullen geplaatst hebben in den toestand die onontbeerlijk is om al de plichten van hun ambt behoorlijk te kunnen vervullen, zal België in den vreemde beter gekend en gewaardeerd worden; zijne politieke actie zal zich doen gelden en zijne economische bedrijvigheid zal toenemen voor het hoogste welzijn der vriendschapsbetrekkingen, waarop wij moeten trachten den eerbied en den waarborg onzer souvereiniteit te grondvesten en die ons zullen toelaten

het afzetgebied voor onzen uitvoer te verruimen en diensvolgens onzen economischen toestand te handhaven.

Ten slotte vestigt de Commissie de aandacht op het feit dat ten spoedigste in de ruimst mogelijke mate dient verhoogd het crediet bestemd om in het buitenland eenen dienst in te richten, die gelast is de valsche geruchten en aantijgingen te logenstraffen en te weerleggen, welke in de pers van de oude en van de nieuwe wereld tegen België nog steeds worden verspreid door sommige propagandadiensten. Zonder moeite kunnen de bronnen ontdekken van deze inrichtingen, die het zich tot taak hebben gesteld de faam der Belgen te bezoedelen,

hun gedrag tijdens den oorlog verdacht te maken, ze af te beelden als een ontaarde natie, die aan de Vlamingen een regiem van verdrukking doet ondergaan.

Mits deze opmerkingen stelt uwe Commissie aan den Senaat voor de begroo-ting goed te keuren, welker onderzoek haar door de Hooge Vergadering werd toevertrouwd.

De Voorzitter,

Graaf t'KINT DE ROODENBEKE.

De Verslaggever,

E. DIGNEFFE.